Publi? le: 16-08-2007 Source: Portal Europe



Le passage du socialisme d'Etat au nйolibйralisme; la Bulgarie est en train de devenir un pays du tiers-monde. Par Peter Bachmaier, Novporess.info.

Pour des raisons gйopolitiques, la Bulgarie a йtй intйgrйe a l'OTAN en 2004 et a l'UE en 2007. Elle fait maintenant partie, avec la Rйpublique tchиque, la Slovaquie, la ¬Pologne, la Hongrie et la Roumanie, de la « nouvelle Europe » qui est йgalement considйrйe comme un « cordon sanitaire » contre la Russie. Mais cela n'a pas rйsolu les problumes du pays et les йlections europйennes du 20 mai, qui ont enregistrй une participation de 28 % et la victoire йlectorale du parti d'opposition GERB, ont йtй une dure leson pour le gouvernement. L'article ci-dessous est consacrй aux tenants et aboutissants des йvйnements depuis 1989 et de la situation catastrophique actuelle.

Depuis le 1er janvier 2007, la Bulgarie est, avec la Roumanie, le dernier pays entrù dans l'UE et le gouvernement bulgare a organisù une grande cărămonie au cours de laquelle il ne s'est pas seulement fălicită de son succus mais a qualifiă l'adhăsion d'ăvănement historique important parce que le pays a enfin trouvă sa place en Europe. L'UE a ăgalement organisă une cărămonie a Bruxelles a laquelle les Premiers ministres de Bulgarie et de Roumanie ont ătă invităs. Cependant ceux qui connaissent bien l'histoire se souviennent que l'adhăsion du pays aux forces de l'Axe en 1941 et au bloc de l'Est aprus la Seconde Guerre mondiale avaient ăgalement ătă fictăes et considărăes, avec des arguments similaires, comme des năcessităs historiques. Le vrai visage de la « transition », comme on l'appelle en Bulgarie, est complutement occultă par les mădias bulgares et internationaux. […] Nous allons nous intăresser aux consăquences de cette politique pour la Bulgarie et cela n'est possible que si l'on tient compte de l'histoire, avant tout de l'ure communiste et de la păriode de transformation a partir de 1989. L'ăvolution politique de 1989 a aujourd'hui ne doit pas ktre envisagăe seulement en tant qu'ăvolution intărieure de la Bulgarie mais dans le contexte de la politique internationale.

L'hйritage ambivalent de la rйpublique populaire

Depuis la rŭvolution de 1989, tous les gouvernements ont expliquй les difficultйs du pays dans les domaines politique, йсопоти et culturel par le lourd hŭritage du communisme. Il s'agit la d'un prŭtexte destinŭ a dŭtourner l'attention des erreurs des gouvernements mais on ne peut pas comprendre le processus de transformation si l'on ne connaot pas le systume prücŭdent, qui devait кtre surmontŭ.

Le Parti communiste bulgare (PCB) a rйgnй sur le pays depuis le 9 septembre 1944 lorsque la

Wehrmacht a quittй la Bulgarie et que l' Armйe rouge a passй le Danube. A l' йроque, le Front patriotique prit le pouvoir et forma un gouvernement de coalition qui dura environ trois ans. Dиз le dйbut, les communistes y reprüsentaient la force dominante parce que le pays, lors des confürences de Moscou (octobre 1944) et de Yalta (füvrier 1945), avait йtй affectй a la zone d' influence russe. A la fin de 1947, a la suite du dйbut de la guerre froide et du partage du monde en deux camps, le PCB йtablit la dictature a laquelle se soumit йgalement le Parti paysan qui continua d' exister officiellement.

Le PCB introduisit le module communiste soviйtique, appelй plus tard йgalement « socialisme rйel » ou « socialisme d' Etat », qui consistait dans le monopole du pouvoir dйtenu par le PCB, la suppression de la sйparation des pouvoirs, la rйunion des pouvoirs politique et йсопоти via la nationalisation de l' industrie et la collectivisation de l' agriculture, l' imposition du marxisme-lйninisme comme unique idйologie et la participation du pays au Conseil d' assistance йсопоти mutuelle (COMECON) et au Pacte de Varsovie. La Bulgarie devint une partie du bloc de l' Est, un satellite de l' Union soviйtique.

Aprus le XXe Congrus du Parti communiste d'Union soviйtique, en 1956, ощ Nikita Khrouchtchev engagea la dйstalinisation, la Bulgarie connut une йvolution similaire. Todor Jivkov, reprüsentant de la tendance nationale-communiste ou patriotique du PCB, devint Secrütaire günüral du Parti puis, en 1962, Premier ministre. Il essaya de suivre une « voie personnelle vers le socialisme » mais au sein du bloc de l'Est et de l'alliance avec l'Union soviйtique. Pendant les 33 ans ощ il fut au pouvoir, le module soviйtique ne fut certes pas abandonnü, mais profondüment modifiü. Les camps de travail furent supprimüs, les prisonniers politiques relachüs, les relations avec les pays occidentaux normalisües et la culture libüralisüe. Lorsque ¬Ludmila Jivkova ütait ministre de la culture, le pays connut un üpanouissement culturel que l'on appela « printemps bulgare ». L'üconomie obtint d'importants succus : industrialisation du pays, importance des exportations, plein emploi, systumes scolaire et sanitaire efficaces, dette extürieure peu ülevüe, niveau de vie modeste mais garanti que la majoritü de la population n'a toujours pas retrouvü.

Certes, le rйgime rencontra, dans la seconde moitiй des annйes 1980, de plus en plus de difficultйs parce que l'Union soviйtique ne voulait plus livrer d'йnergie bon marchй et que Jivkov ne s'entendait pas avec ¬Gorbatchev au plan politique. L'hйritage communiste (socialisme d'Etat) avait deux aspects : d'une part un Etat fort qui avait obtenu des rйsultats remarquables en йсопотіе et dans le domaine de la culture et d'autre part une nomenklatura qui s'efforsait de privatiser les moyens de production et dont est sorti l'essentiel de l'actuelle nouvelle classe.

La rйvolution de 1989 et la rйorientation de l'йlite

C'est le 10 novembre 1989, avec le renversement du rйgime national-communiste de ¬Jivkov, que commenза la pйriode de transformation qui est quasiment achevйe. Alors eut lieu un coup d'Etat de l'aile libйrale, pro-occidentale et mondialiste du PCB dirigйe par Andrei Loukanov et Petr Mladenov et soutenue par l'ambassade soviйtique. Coup d'Etat grвce auquel les

nationaux-communistes du Bureau politique du Comitй central du PCB, avec l'aide de l'Allemagne et d'autres pays d'Europe, cherchurent a promouvoir une йvolution indйpendante du pays, une йconomie de marchй dirigйe sur le module chinois. C'est Mikhanl Gorbatchev et Alexandre Iakovlev, l'architecte de la perestronka, qui, a Moscou, tirurent les ficelles de cette rйvolution. L'ambassadeur amŭricain a Sofia, Sol Polanski, йtait en permanence informй des йvйnements par l'ambassadeur soviйtique, le gйnйral du KGB Victor Sharapov, qui ne fut envoyй a Sofia qu'aprus 1988. Ce sont ces forces-la qui organisurent les manifestations (« souluvement des citoyens ») devant le Parlement mais elles n'йtaient pas la cause de la rйvolution.

Pour les Bulgares et la totalitй du bloc soviйtique, le Sommet de Malte des 2 et 3 dйcembre 1989 fut dйcisif parce que Gorbatchev y avait « renoncй », au profit de George H.W. Bush, a l'Europe de l'Est et que les dirigeants de Sofia savaient qu'ils ne pourraient plus compter sur Moscou et йtaient totalement livrйs a eux-mkmes. Gorbatchev y reconnut « le droit pour chaque pays de se dйterminer librement […] sans immixtion йtrangure. » Bush dйclara : « Nous sommes pour l'autodйtermination » et son ministre des Affaires йtrangures Baker ajouta que « la dйcision ne devait кtre prise que sur la base des « valeurs occidentales […] : ouverture, dйmocratie, pluralisme et marchй libйralisй ».

Le 16 novembre 1989 dĭja, 6 jours aprus la chute de Jivkov, le nouveau Conseil des ministres organisait, sous la pr\u00e4sidence de \u2214Loukanov, une discussion de deux jours avec des \u00f4conomistes amйricains, allemands, fransais et autrichiens, qui йtablirent un programme de rйformes exhaustif entre le gouvernement et l'opposition, qui avait йtй mise sur pied dans ce but par la direction du PCB et qui singea de janvier a mars 1990, tomba d' accord pour renoncer au principe de role dirigeant du PCB (lequel principe fut rayă de la Constitution le 15 janvier), pour introduire une dйmocratie reposant sur le pluripartisme, les йlections libres, l' abandon de l' idйologie, la sйparation des pouvoirs et la libertй de la presse. Aprиs 1989, la politique йtrangure se modifia rapidement : elle abandonna son ancien attachement a l'Union soviйtique pour adopter une position pro-occidentale. Le parti communiste, qui se rebaptisa Parti socialiste bulgare (PSB) itait, en tant qu'unique parti de l'ancien bloc de l'Est, le seul en mesure de gagner les premiures йlections libres du 17 juin 1990 ощ il obtint 211 siuges au Parlement contre 144 pour l'Union des forces dйmocratiques (UFD). Mais cette derniure n'accepta pas sa dйfaite et organisa un mouvement de masse, premiure « rйvolution orange » dans un pays de l' Est. Des mйna¬gures munies de casseroles et des йtudiants, financйs par le National Endowment for Democracy, exigurent l' annulation du rйsultat des йlections. Le 6 juillet, le prйsident Mladenov se retira, сйdant son poste au chef de l'UFD Jeliu Jelev, qui se rendit en septembre dйja a Washington et adhйra a la coalition contre l'Irak (1re guerre du Golfe). Mais en dй¬cembre, sous la pression de la rue, il dut йgalement se retirer.

Projet nйolibйral et naissance d' une nouvelle classe

Si l'actuel systume politique « dйmocratique » repose essentiellement sur la « Table ronde » entre le PCB et l'UFD de 1990 de mkme que sur la Constitution du 17 juillet 1991, la naissance du « projet nйolibйral », au sens socio-йconomique du terme, repose sur le document programmatique des йсопотивства в вистопительной в противот в проти

Le module socio-йсопотіque йlaborй selon les principes de la rйvolution nйolibйrale principes caracturistiques suivantes :

- 1. Quasi-ŭconomie de marchŭ, qui n'est pas orientŭe vers la production mais vers la consommation de ressources en constante diminution et est incapable d'assurer la reproduction matŭrielle, culturelle et humaine du peuple bulgare.
- 2. Dămantulement de l' Etat răduit a une superstructure bureaucratique dans les domaines financier, juridique et scolaire.
- 3. Liquidation des biens de l'Etat, destruction de l'industrie et constitution d'un capital privй de type oligarchique.
- 4. Assujettissement du pays au controle du capital international. Plus de 90% du capital des banques et de ce qui reste de l' industrie sont entre les mains de l' itranger.

La rйforme fut contrфlйe par le Fonds monйtaire international (FMI) et par la Banque mondiale, qui accordent les crйdits. Les crйdits du FMI sont liйs a des conditions ¬politiques et ne furent accordйs qu'a la condition que le gouvernement donne son aval a des rйformes structurelles radicales et respecte scrupuleusement le calendrier de leur mise en œuvre. Pendant les 6 premiures annües suivant la rйvolution, aucun crйdit du FMI ne fut versй en totalitй car le gouvernement ne pouvait pas remplir les conditions. Le programme imposй a la Bulgarie йtait le mkme que celui que le FMI avait imposй aux pays d'Amйrique latine et du tiers-monde et qu'on appelle aujourd'hui monйtarisme ou nйolibйralisme.

Une partie de l'ancienne йlite communiste participa au programme et devint une partie du systume financier international. Les nouveaux chefs d'entreprise bulgares accepturent la globalisation, йдаlement sous son aspect idйologique. Ils signurent un accord йtrange : ils soutenaient le

nouvel ordre mondial en йchange de l'assurance qu'ils n'auraient a rendre de comptes a personne sur l'origine de l'argent investi sur les marchйs financiers. Le chroniqueur de la rйvolution de 1989 Petko Simeonov, membre de la dйlйgation de l'UFD a la Table Ronde, a expliquй la transformation de l'ilite de la maniure suivante : « La nomenklatura s'est systйmatiquement transformйe en une ‹bourgeoisie rouge›. […] Il n'y avait pas de classe (il ne s'agit pas d'individus) qui еыt un plus grand intйrкt a l'effondrement du communisme que la nomenklatura. La rйforme donnerait une lйgitimitй a la transformation de la propriйtй administrative en propriйtй privйe et permettrait en mкme temps de manifester son efficacitй et ses relations йconomiques. »

A vrai dire, le rйsultat ne fut pas la naissance d' une classe moyenne productive et crйatrice mais d' une « йlite dйpendante de l' йtranger » (Brzezinski), d' une classe de nouveaux riches achetйs qui ne produisent rien et ne possudent aucune culture a eux, une « bourgeoisie comprador » contrфlйe par le FMI et la Banque mondiale, phйnomune caractйristique de l' Amйrique latine. Leurs enfants vont faire leurs йtudes dans des universitйs prestigieuses en Angleterre ou aux Etats-Unis pour rentrer au pays avec une « nouvelle sensibilitй ». La Bulgarie est en train de devenir un pays du tiers-monde.

La rŭvolution orange de 1997

En 1994, le PSB, avec son jeune chef Jan Videnov, a gagnй les йlections et formй un gouvernement qui a tentй de dйfendre les intйrкts nationaux et d' adopter une ligne indйpendante en politique йtrangure. Il voulait limiter les privatisations et maintenir des parties importantes de l' industrie йtatique, conserver l' Etat-providence, mener une politique йducative et culturelle nationale et collaborer avec la Russie et la Chine. La-dessus, l' occident cessa de collaborer avec le gouvernement et le FMI lui refusa le prkt sur lequel il comptait. Dans le courant de 1996, la situation йconomique empira et on en arriva a une crise provoquйe artificiellement qui se manifesta par une forte inflation et une pănurie alimentaire.

En janvier 1997, le gouvernement, boycottй par l'occident, fut renversй a la suite de plusieurs semaines de manifestations estudiantines sur le module de celles de Belgrade (qui, a vrai dire, n'eurent la de succus qu'en 2000) et йgalement par des adversaires nйolibйraux du Comitй central du PCB, et remplacй, en fйvrier 1997, par un « cabinet de fonctionnaires » nommй par le průsident Petar Stoyanov, bien que le PCB ait encore йtй majoritaire au Parlement.

Il s'agissait en rйalitй d'un coup d'Etat dйguisй, une deuxiume « rйvolution orange », qui devenait nйcessaire pour corriger la ligne politique et amener au pouvoir un gouvernement favorable a la globalisation et aux Etats-Unis. Les йlections d'avril 1997 apporturent la victoire attendue de l'UFD qui йtait cependant dйja au pouvoir a travers le « cabinet de fonctionnaires ». Le changement de gouvernement fut saluй avec joie par l'OTAN, l'UE et le FMI car la nouvelle direction acceptait l'idйe que la crise ne pouvait pas кtre surmontйe sans l'aide de l'йtranger. Mais le rйsultat ne fut pas un nouvel ordre mais un chaos qui dure encore.

Le gouvernement suivant, celui d' Ivan Kostov (1997 a 2001) apporta un nouveau changement

radical, une « vraie transition » (Richard Crampton), c'est-a-dire une thŭrapie de choc dans tous les domaines. La politique ŭconomique reposait fondamentalement sur la privatisation massive a tout prix sur laquelle insistait le FMI. Le rŭsultat, aprus 4 ans de gouvernement Kostov, fut la privatisation de biens publics d'une valeur de 30 milliards de leva (15 milliards d'euros) qui ne rapporta que 2 milliards d'euros au Trŭsor public et fit des millions de chφmeurs.

Le « gouvernement fort » de Kostov n' avait pas de programme a lui, il ne faisait qu' exйcuter les directives du FMI qui s' йtait installй dans des bureaux de la Banque nationale bulgare et sans l' accord duquel pas une seule ligne du budget national ne pouvait кtre modifiйe. Le systume financier ne fut cependant pas stabilisй par un essor йсопоти rivel mais par l' introduction d' un conseil monitaire (currency board) et par l' arrimage du lev au mark (a l' euro). Ainsi, le systume financier bulgare et les politiques йсопоти et sociale devinrent totalement dipendantes des institutions financiures internationales.

Le gouvernement suivant de Simŭon de Saxe-Cobourg-Gotha (rebaptisŭ Saxecobourgotski) poursuivit l'essentiel de cette politique. Lors des ŭlections lŭgislatives du 17 juin 2001, le Mouvement national Simŭon II (MNSS), sous la direction de l'ex-roi, reprüsentait le groupe parlementaire le plus important, mais a peine une annüe aprus, la vague de sympathie avait refluï car rien n'ütait restŭ des promesses de nouvelle politique йсопотіque et sociale. La raison principale du retour du nouveau gouvernement a la politique pratiquie jusque-la fut la vive critique du FMI qui, dans les nŭgociations sur les crüdits, insista sur le respect des conditionnalitis.

La population dut s' accommoder de la stagnation des revenus qui, a la fin des annйes 1990, йtaient descendus a 70% du niveau de 1989. Aussi la moitiй environ de la population dйpendait-elle plus ou moins de la production alimentaire domestique. Mais malgrй cela, le FMI imposa une adaptation des prix de l' йnergie au niveau du marchй mondial, ce qui entraona un renchйrissement de 30%.

Le programme des deux йсопоmistes amйricains Rahn et Utt prйvoyait йgalement l' abandon des valeurs nationales et de la conscience nationale par les mйdias, l' йсоle et les ONG et leur remplacement par des « valeurs universelles ».

La Fondation Sociйtй ouverte de George Soros et sa filiale Culture ouverte ont jouй un rфle important dans la propagation des idйes de libйralisme et de mondialisation. Dans les annües qui ont suivi l'effondrement de l'Union soviйtique, la Fondation a investi plus d'argent que le gouvernement bulgare dans l'йcole et la culture. La Fondation s'йtait fixй pour objectif de rйformer l'йcole dans le sens de la globalisation et d'appliquer les exigences de la Banque mondiale.

La Fondation Free and Democratic Bulgaria du Bulgare en exil John Dimitri Panitza, qui collaborait avec la Fondation du financier de Wall Street John Train et l' agent de la CIA Michael Ledeen, joua ügalement un r\u00f4le important. Le 10 f\u00fcvrier 1998, le pr\u00e4sident Bill Clinton et le pr\u00e4sident bulgare Petar Stoyanov d\u00fcclarurent que l' \u00e4cole \u00e4tait un des domaines de collaboration les plus importants. Ils

tomburent d'accord pour dйvelopper un nouveau programme scolaire afin de promouvoir les « valeurs dйmocratiques ». Pendant la campagne йlectorale de janvier 1997, Ivan Kostov dйclara qu'il s'agissait d'un « choix de civilisation », que la Bulgarie devait opter pour la Russie ou pour l'Amŭrique. La tentative de remplacer l'йcriture cyrillique par l'йcriture latine et de scinder l'Eglise orthodoxe en deux tendances, une prorusse et une prooccidentale, visaient le mkme objectif. Aujourd'hui encore, il considure que son principal mŭrite est d'avoir libŭrŭ la Bulgarie de l'influence russe.

Un produit phare du nouveau systume scolaire est l'universitй amйricaine de ¬Blagoevgrad, qui a йtй ouverte en 1991 et compte aujourd'hui quelque 1000 йtudiants venant de 25 pays. Les 70 professeurs, qui ont des contrats d'une annйe, viennent avant tout des Etats-Unis. Cet йtablissement a йtй fondй par l'universitй du Maine avec le soutien de la Fondation Soros, de la Fondation John-Dimitri Panitza et d'autres organisations amйricaines, et alignй sur les universitйs bulgares par dйcret du Parlement.

Le monopole de l' Etat sur l' йсоle a йtй aboli et remplacй par des principes d' йсоnomie de marchй. A сфtй du secteur йtatique, un secteur privй est nй qui compte aujourd' hui quelque 130 йсоles privйes rйclamant des frais de scolaritй ou des droits d' inscription, de mkme que des йсоles йtrangures financйes par des organisations occidentales. Le systume de valeurs traditionnel, qui datait de l' йроque de la renaissance nationale et mettait l' accent sur l' esprit de communautй et de solidaritй, a fait place a l' individualisme et au consumйrisme. En 1985, 108 000 jeunes terminaient des йtudes secondaires alors qu' ils n' йtaient plus que 50 000 en 2005. Quelque 100 000 enfants ne vont pas du tout a l' йсоle aujourd' hui. Ces derniures annües, un quart des йІиves ont quittй l' йсоle avant la fin de la scolaritй obligatoire.

Montйe en force du Parti turc et rфle jouй par la Turquie

Sous la pression de l'UE, le Parlement de l'UE a ratifiй, le 18 fйvrier 1999, la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la protection des minoritйs que le gouvernement Kostov avait dйja signйe le 9 octobre 1997. La loi, qui accorde des droits йtendus aux minoritйs nationales, n'est pas conforme a la Constitution bulgare de 1991 qui, a son article 2-1, dйfinit la Bulgarie comme un « Etat unitaire a autogestion locale. Les formations territoriales autonomes n'y sont pas admises. » L'article 2-2 stipule que « l'intйgritй territoriale de la Rйpublique de Bulgarie est inviolable. »

La notion d' Etat unitaire et centraliste a une tradition qui remonte a la fondation de l' Etat bulgare moderne de 1878, lorsqu' une minorită turque importante resta dans le Sud et le Nord-Ouest du pays. Elle compte aujourd' hui officiellement 747 000 personnes, a quoi on peut ajouter quelque 250 000 Bulgares musulmans, les Pomaques des Rhodopes. La Bulgarie a presque toujours menă une politique d' intăgration des minorităs (a l' exception des premiures annăes de la dămocratie populaire, de 1948 a 1956, pendant lesquelles les Turcs ont joui de priviluges particuliers) parce qu' on avait peur d' un mouvement săcessionniste comme a Chypre et au Kosovo.

Aprиs la signature de la Convention-cadre, le parti turc, le Mouvement pour les droits et les libertйs (MDL), formula encore d' autres revendications. Lors de la confürence nationale du MDL le 29 janvier 2000, le prüsident du parti Achmed Dogan proposa de modifier la Constitution et de düfinir la Bulgarie, a l' article premier, comme un Etat multiethnique ou multinational. Les Turcs devaient кtre reconnus, а сфtй du groupe slavo-bulgare, comme le second groupe ethnique constitutif de la nation.

C' est dans ce contexte que le MDL, parti gouvernemental depuis 2001, formula le slogan « Vers l' Europe par le Bosphore ». Membre de l' OTAN, la Turquie joue effectivement un rфle particulier en tant que puissance protectrice de la minorită turque et ăgalement en tant que puissance ăconomique qui a aujourd' hui dăja une grande influence sur l' ăconomie bulgare. Les fondamentalistes islamiques (wahhabites) exercent, a travers leurs ămissaires, leur influence sur les musulmans bulgares (Pomaques) et cela en opposition au MDL qui ne tient pas a partager son pouvoir avec les religieux islamiques.

L'influence grandissante du MDL se traduit dans les chiffres suivants : lors des йlections de 1994, le MDL a obtenu 283 094 voix (5,44%) et 15 siuges, en 1997, il rйcoltait dйja 323 429 voix (7,6%) et 19 siuges, en 2005, 467 400 voix (14,17%) et 34 siuges et lors des йlections europйennes de 2007, 382 000 voix (20,2%).

Rфle de premier plan des Etats-Unis

L' influence des Etats-Unis est d\u00e4cisive depuis 1989, mais surtout depuis le tournant de 1997. Dans les ministures, a la Banque nationale, dans l' Armйe travaillent des conseillers amйricains et des fondations amŭricaines soutiennent les mŭdias et les partis politiques. Les Forces armŭes bulgares ont, depuis 1992, participă a 10 engagements a l'ătranger sous le commandement de l'OTAN, avant tout en ex-Yougoslavie, mais йдаlement en Gйorgie, au Tadjikistan, en Angola, en Ethiopie et en Afghanistan. Finalement, en 2004, la Bulgarie a adhйrй a l'ОТАN et a envoyй un bataillon d'infanterie en Irak en soutien de l'opйration « Libertй immuable ». Les nouvelles bases militaires amŭricaines de Bulgarie et de Roumanie sont utiles dans la mesure ощ la mer Noire est « la porte d'entrйe au Moyen-Orient » (Bruce Jackson, directeur du Projet pour les dйmocraties transnationales). Dans leur essai « La mer Noire et les limites de la libertй », le Sous-secrйtaire d' Etat Ronald Asmus et Bruce Jackson йстіvent : « La rйgion de la mer Noire se trouve a l'йрісеntre de l'important dйfi stratйgique consistant a йtendre la stabilitй a un espace europйen au sens large et, au-dela, a la rйgion du Proche et du Moyen-Orient. […] Le bassin de la mer Noire est de plus en plus considŭrŭ dans une autre perspective : au lieu d'κtre a la păriphărie de l' Europe, cette răgion apparaot comme une composante centrale de l'arriиre-pays de l'Occident. »

En avril 2006, les Etats-Unis ont conclu avec la Bulgarie un accord de stationnement qui leur donne le droit d' utiliser les quatre bases de Bezmer, Graf Ignatievo, Novo Selo et Aitos pour des interventions dans des pays tiers sans consulter Sofia. Les membres de l' Armйe amйricaine jouissent de l' immunită totale. La base aŭrienne de Bezmer est considărăe par la revue stratăgique Foreign Policy comme l' une des six plus importantes bases amăricaines au monde.

En 2006 ont eu lieu dans les Balkans des mouvements de troupes d'importance gйopolitique. Les attaques du Liban par Israлl ont augmentй les activitйs militaires dans cette rйgion qui consistent actuellement en une mobilisation de l'armйe de l'air. « La Bulgarie et la Roumanie sont des alliйes des Etats-Unis rompues a la guerre […] Ce sont des partenaires estimйes dans la guerre globale contre le terrorisme », a dйclarй le gйnйral David McKiernan, commandant de l'Armйe amйricaine en Europe. Cette Armйe effectue dans les Balkans, avec les membres de l'OTAN que sont la Roumanie et la Bulgarie, des manœuvres et des opйrations de dйfense mal connues. L'opйration « Immediate Response » s'est terminйe en juillet 2006 et l'opйration « Viper Lance » en septembre 2006.

Le colonialisme dйmocratique de l'UE

La Bulgarie a commencй ses năgociations avec l'UE en 2000, lesquelles ont conduit, en avril 2005, a la signature de l'accord d'adhăsion. Cette adhăsion est toutefois soumise a des conditions. Dans son dernier rapport de monitoring de septembre 2006, la Commission europăenne demande de nouveaux progrus dans la răforme de la justice et dans la lutte contre la corruption et le crime organisă. C'est pourquoi des structures propres a l'UE ont ătă crăăes pour la surveillance dans ces domaines. Parallulement a l'accord d'adhăsion, en mai 2005, le Parlement a adoptă le Traită constitutionnel europăen sans dăbat (lequel n'aurait guure ătă possible car il n'existait pour ainsi dire aucun exemplaire du Traită) et sans que l'opinion en ait ătă informăe. La question se pose de savoir si la Commission va longtemps accepter dans l'UE un Etat de type latino-amăricain.

L' UE n' a rien fait contre les privatisations sauvages. Au contraire, elle a souvent reprochй a la Bulgarie le fait qu' elles n' allaient pas assez loin et n' йtaient pas assez rapides. La centrale nuclйaire de Kozloduj a dы, malgrй sa remise en йtat, a la demande de l' UE, par des firmes internationales, arrkter ses blocs de rйacteur III et IV, qui ont соыт 10 milliards d' euros, ce qui a fait passer la dйpendance йnergйtique du pays de 48% a 60%.

La Prŭsidence allemande de l'UE a dŭclarŭ que la rŭgion de la mer Noire, les relations avec la Russie et l'accus a l'Asie centrale riche en gaz ŭtaient une prioritŭ de l'UE. Bruxelles a des projets de rŭorganisation du bassin de la mer Noire. La Russie suit avec mŭfiance les activitŭs de coopŭration dans cette rŭgion et veut faire ŭchouer le projet de gazoduc Nabucco grace a un contre-projet. L'adhŭsion de l'Ukraine et de la Gŭorgie a l'OTAN et celle de la Turquie a l'UE porteraient a son comble la division politique de la rŭgion. L'UE a fondŭ en octobre 1985 une communautŭ ŭnergŭtique UE-Europe du Sud-Est si bien qu'un cadre juridique a ŭtŭ crŭŭ pour un marchŭ ŭnergŭtique intŭgrŭ dans le Sud-Est de l'Europe. L'accord concerne le gaz naturel et l'ŭlectricitŭ. Les signataires sont, outre l'UE, neuf pays du Sud-Est de l'Europe, dont la Bulgarie. Grace a de nouveaux gazoducs et l'adaptation aux rugles et aux normes de l'UE, le Sud-Est de l'Europe va devenir une importante rŭgion de transit du gaz entre l'Asie centrale, la mer Caspienne, le bassin de la mer Noire, le Proche-Orient et l'UE.

Rŭsultats ŭconomiques et sociaux prŭcaires de la « transition »

La thйrapie de choc de la premiure moitiй des annйes 1990 a conduit a la dissolution de la direction йсопотідие, a la distabilisation du systume financier, au dilabrement des infrastructures nationales et a l' effondrement de la production et du potentiel scientifique et technique. A la suite des privatisations, les capacitis productives du pays ont йтй апйаптіеs par des investisseurs incompitents ou mal intentionnis. La dissolution pricipitite des coopiratives de production agricole (TKZS) et la restitution des terres aux anciens propriitaires ou a leurs descendants ont igalement rendu l' agriculture incapable de fonctionner.

La Bulgarie peut aujourd' hui faire йtat d' une situation йсопотіque dont la Commission europйenne de Bruxelles est officiellement satisfaite. En 2005, l' augmentation du PIB йtait de 5,5%, le PIB par habitant йquivalait, en paritй du pouvoir d' achat, a 9600 dollars (Etats-Unis : 30100 dollars), les prix a la consommation avaient augment de 5,5% (2006 : 5%), le taux de chфmage йtait officiellement de 9,9% (UE : 8%) et la dette ext virieure se montait a 15,3 milliards de dollars.

Mais la croissance йсопотіque n' a pas d' impact sur le revenu de la grande majoritй de la population, parce que seule une minoritй en profite. Le salaire minimum est aujourd' hui de 77 euros, le salaire moyen d' environ 150 euros et la moitiй de la population vit avec 2 euros par jour. Le PIB est essentiellement obtenu grace aux services alors que l' industrie n' y contribue qu' a raison de 27% et l' agriculture de 10%. Mkme en 2005, le PIB atteignait seulement 93% de sa valeur de 1989. Au classement mondial, la Bulgarie occupait, en 1989, la 26e place, mais en 2005, elle ne se situait plus qu' au 86e rang. A cause de cette mauvaise situation йсопотіque, 288 000 personnes – 7,7% de la population – ont quittй le pays entre 1989 et 2005 pour йтіgrer a l' Ouest, la plupart ¬d' entre elles dans l' intention d' y rester dăfinitivement. Si l' on ajoute a cela le fort recul dămographique, la Bulgarie a perdu pendant cette păriode 1 185 000 habitants, soit 13,2% de sa population. Ainsi, la population est passăe, entre 1989 et 2005, de prus de 9 millions a 7,8 millions.

Une caractŭristique de l'йсоnomie bulgare consiste dans la persistance d' une йсоnomie souterraine qui remonte aux derniures annües du rügime communiste lorsque les activitüs privües йtaient düja autorisües. Selon une estimation, environ 30% de toutes les entre¬prises de la production et des services travaillent au noir, c' est-a-dire cachent la totalitü ou une partie de leurs activitüs au gouvernement. La raison en est qu' elles йchappent ainsi a l' impфt sur les salaires, qui est йlevü, et aux procüdures bureaucratiques d' enregistrement des entreprises. Selon la mкme source, le taux rüel de chфmage est de 18,6%.

Les dйtracteurs du « projet nйolibйral » indiquent qu'aujourd'hui, a la suite des privatisations chaotiques des derniures annües, la sociйtй bulgare est extrkmement polarisйe et qu'une nouvelle oligarchie de 200 a 250 millionnaires contrфle toute l'йconomie. A cela s'ajoute une nouvelle « bourgeoisie comprador » qui reprüsente 20% de la population, les « gagnants de la transformation », alors que les 80% restants, les « perdants », appelüs ¬luzeri, vivent dans la pauvretü.

« Ivan Kostov a probablement йtй la meilleure greffe (priskada) du PCB/PSB sur la racine des forces dйmocratiques. Il а йtй formй et mobilisй pour liquider complutement les fondements de la dйmocratie bulgare. Aprus l' assassinat de Lukanov, en 1996, il se sentait plus libre, plus indйpendant et unique chef tout-puissant de l' Union des forces dйmocratiques. »

Rйsistance du peuple bulgare

Les partis « dйmocratiques » se sont accordйs sur deux choses – la dйmocratie et l'йсопоти de marchй – et font tout, par le biais des mйdias, pour empкcher toute alternative. Mais ils peuvent de moins en moins compter sur l'assentiment du peuple. Cela apparaot dйja dans les taux de participation qui diminuent depuis 1990 presque a chaque йlection : 1990 : 90%, 1991 : 80%, 1994 : 75%, 1997 : 58%, 2001 : 67%, 2005 : 54%, 2006 (йlections průsidentielles) : 42,5% et 2007 (йlections europйennes) : 28,6%.

Depuis quelques ann\(\tilde{\mathbb{n}}\)e, on assiste a des tentatives de renouveau culturel alors que depuis 1989, on ne parlait que d\(\tilde{\mathbb{n}}\)respector (investissements. La fr\(\tilde{\mathbb{n}}\)quentation des th\(\tilde{\mathbb{n}}\) tres, des salles de concert, des mus\(\tilde{\mathbb{n}}\)e et des librairies augmente. On c\(\tilde{\mathbb{n}}\)lubre de nouveau des f\(\tilde{\mathbb{n}}\)tes nationales comme celle des saints Cyrille et M\(\tilde{\mathbb{n}}\)thode le 24 mai avec des drapeaux et des danses populaires, et le nombre des mariages religieux augmente.

Depuis juin 2005, il existe un parti national, la coalition Ataka (Attaque) qui regroupe divers groupements patriotiques et a obtenu aux йlections lügislatives de 2005 8,1% des voix et 21 siuges. Le Parti socialiste bulgare (PSB) a engrangй 31% des voix et est devenu le parti le plus fort, le Mouvement national Simйon II, 19% et le Parti turc 14,5%. Les voix obtenues par Ataka provenaient aussi bien du PSB que du parti de lærsquo;ex-tsar. Lors des йlections lügislatives du 22 octobre 2006, le candidat dærsquo;Ataka Volen Siderov a obtenu 597 000 voix (21,5%) et lors du scrutin de ballottage contre le titulaire de la fonction Georgi Prvanov, une semaine plus tard, 650 000 voix (24%). Lors des йlections europüennes du 20 mai, Ataka a recueilli 14% des voix. Si les nationalistes sont entrüs au Parlement, cærsquo;est avant tout en raison de la situation йconomique et sociale catastrophique dont souffre la majorită du peuple et du sentiment que les choses ne vont pas særsquo;arranger.

La revendication clă d' Ataka est : « Rendons la Bulgarie aux Bulgares ! ». Le programme d' Ataka comporte 20 principes, dont les suivants : unită de la nation bulgare, indăpendamment de la religion et de la langue, transfert de l' ăconomie aux Bulgares, răvision des privatisations criminelles, lutte contre la catastrophe dămographique, sortie de l' OTAN et proclamation de la neutralită, arrkt de la collaboration avec le FMI et la Banque mondiale et confiscation des biens acquis illăgalement.

Cependant la coalition Ataka a йсlатй peu aprus les йlections en trois partis – Ataka, dirigй par Volen Siderov, Zora (Aurore) dirigй par Min o min ev et Zaštita (Protection) – plus quelques dйputйs indйpendants. Min o Min ev est la figure centrale d'un nouveau front unitaire national socialiste et prorusse. La crise de la sociйtй bulgare s'aggrave. Une situation a la hongroise menace, c'est-a-dire un soulиvement populaire contre la nouvelle classe qui

s'йloigne de plus en plus du peuple et n'est plus en mesure de gouverner le pays, ce qui pourrait conduire a un rйgime autoritaire soutenu par l'UE. Un homme offre une alternative au gouvernement de coalition actuel : le gйnйral Bonko Borisov, maire de Sofia, ancien Secrйtaire gйnйral du ministure de l'Intйrieur, qui, avec son nouveau parti GERB (Les citoyens pour le dйveloppement europйen de la Bulgarie – le sigle est йgalement un nom signifiant « armoiries ») et le soutien massif de milieux пйосопѕетvаteurs europйens, promet un Etat fort et la lutte contre la corruption. Le 20 mai dernier, le GERB, qui se prйsentait pour la premiure fois, a obtenu 21,7% des voix et est devenu le parti le plus important, devansant le PSB.

La Bulgarie a besoin aujourd' hui d' une nouvelle thйorie de la transformation qui repose sur les traditions nationales et sur la critique internationale du systume libйral global. Il s' agit notamment de rйtablir le systume de valeurs national, de rйnover l' identiti culturelle et de reconstruire l' Etat souverain qui est seul en mesure de garantir l' existence de la nation bulgare au XXIe siucle.